



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	FISMA.E.1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	498323
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q1 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	19/12/2025
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entity presentation:

Unit E1 on Macro Finance and Macroprudential Policy monitors and analyses the dynamics and developments of the financial system, markets, institutions, and sovereign bond markets, their interplay with the broader economy, and how they influence financial integration and financial stability in the EU banking and capital markets. The unit develops macroprudential frameworks for the banking and nonbanking (NBFI) sectors, collaborates with international institutions (including the EBA, ECB, ESRB, FSB, IMF) and coordinates policy responses to emerging challenges such as climate, digitalisation, and geopolitical shifts. The unit's work contributes to a competitive, integrated, resilient, and sustainable financial system aligned with EU and global standards.

The unit's priorities focus on financial sector policies in support of the Commission's overall political objectives, in particular safeguarding financial stability, the macroprudential framework for banks and non-banks, and the development of secondary markets for non-performing loans. Regarding the banking sectors, among others, the Unit monitors the implementation of the macroprudential framework established in the Capital Requirements Directive and Capital Requirements Regulation (CRD/CRR). To ensure that the macroprudential framework for banks remains fit for purpose, we engage with Member States and industry representatives to assess the effectiveness and consistency of the macroprudential tools. These insights help shape future policy design and may contribute to new legislative initiatives regarding the regulatory framework for banks.

Job presentation:

We propose a position of policy officer on macroprudential matters, focusing in particular on Banks and Non-Bank Financial Intermediation (NBFI). We offer a position in an international and multicultural team that is in charge of:

- Contributing to the development, implementation and review of the macroprudential regulatory framework for banks and non-banks in the EU;
- Actively participating to international fora, such as the ESRB, the Financial Stability Board, the Basel Committee and other international organisations; we are the nexus between FISMA and the IMF;
- Contributing to the identification and monitoring of systemic risks, including at national, EU and international levels. This includes identifying and monitoring systemic risks related to sovereign debt markets and broader macro-economic developments, such as developments in non-bank sectors, real estate markets and money market funds, foreign exchange markets, the rise of interest rates, new technologies, climate change;
- Monitoring and assessing Member States' macroprudential framework and actions.

Jobholder profile:



We look for a motivated team player with a solid and relevant analytical background. Knowledge of EU financial sector legislation and policies, with a special focus on banks, NBFI and sovereign debt markets, is desirable.

Eligible candidates should have excellent English oral communication and drafting skills combined with a strong analytical mind, allowing you to prepare clear and concise policy documents.

Eligible candidates should be able to work both independently and in coordination with the other team members and external stakeholders. They should also be able to coordinate and work with colleagues in other units and have a good understanding of the Commission's policies in the area of finance and economics and a knowledge of the Commission's working methods and procedures.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

L'unité FISMA/E1, chargée de l'analyse macrofinancière et des politiques macroprudentielles, surveille et analyse les dynamiques et évolutions du système financier, des marchés, des institutions et des marchés obligataires souverains, ainsi que leurs interactions avec l'économie réelle et leur impact sur l'intégration financière et la stabilité macrofinancière au sein des marchés bancaires et de capitaux de l'UE. L'unité vise à identifier les sources potentielles de risque systémique susceptibles de justifier des mesures d'atténuation en surveillant et en analysant l'évolution du secteur financier au niveau de l'UE et des États membres.

L'unité élabore les cadres réglementaires macroprudentiels européens pour les secteurs bancaire et non bancaire (NBFI), collabore avec des institutions européennes et internationales (dont l'ABE, la BCE, le CERS, le FSB, le FMI) et coordonne les réponses politiques face aux défis émergents, tels que le climat, la numérisation et les changements géopolitiques. Ses travaux contribuent à un système financier compétitif, intégré, résilient et durable, aligné sur les normes de l'UE et internationales.

Les priorités de l'unité portent sur les politiques sectorielles financières en soutien aux objectifs politiques globaux de la Commission, notamment le maintien de la stabilité financière, un cadre macroprudentiel pertinent pour les banques et les acteurs non bancaires, ainsi que le développement des marchés secondaires pour les créances douteuses (NPL). Concernant le secteur bancaire, l'unité suit notamment la mise en œuvre du cadre macroprudentiel établi par la Directive sur les exigences de fonds propres et le Règlement sur les exigences de fonds propres (CRD/CRR). Afin de garantir que ce cadre reste adapté à son objectif, elle échange avec les États membres et les représentants du secteur pour évaluer l'efficacité et la cohérence des outils macroprudentiels. Ces analyses alimentent la conception des futures politiques et peuvent contribuer à de nouvelles initiatives et propositions législatives relatives au cadre réglementaire des banques et des non-banques.

Présentation du poste:

Nous proposons un poste de chargé de mission sur les questions macroprudentielles, en mettant l'accent en particulier sur l'intermédiation financière non bancaire (NBFI). Nous offrons un poste au sein d'une équipe internationale et multiculturelle chargée de :

- Contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la révision du cadre réglementaire macroprudentiel pour les banques et les non-banques dans l'UE ;
- Participer activement aux groupes de travail internationaux telles que le CERS (Conseil européen du risque systémique), le Conseil de stabilité financière (FSB), le Comité de Bâle et d'autres organisations internationales ; nous sommes également responsables de la coordination au sein de FISMA des travaux relatifs à la stabilité financière du FMI;



Contribuer à l'identification et au suivi des risques systémiques, y compris au niveau national, européen et international. Il s'agit notamment d'identifier et de surveiller les risques systémiques liés aux évolutions macroéconomiques plus larges, telles que les évolutions dans les secteurs non bancaires, les marchés immobiliers et les fonds monétaires, les marchés des changes, la hausse des taux d'intérêt, les nouvelles technologies, le changement climatique ;
Assurer le suivi et l'évaluation du cadre et de l'action macroprudentiels des États membres

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un profil motivé, doté de solides compétences analytiques et d'un bon esprit d'équipe. Il est souhaitable de connaître la législation et les politiques de l'UE dans le secteur financier, en accordant une attention particulière aux institutions financières non bancaires et la finance de marché.

La candidate ou le candidat doivent avoir d'excellentes capacités de communication orale et de rédaction en anglais, associées à un bon esprit de synthèse permettant de préparer des documents d'orientation clairs et concis dans un laps de temps restreint.

Vous devriez être capable de travailler à la fois de manière indépendante et en coordination avec les autres membres de l'équipe et les parties prenantes externes. Vous devriez également être en mesure de coordonner et de travailler avec les collègues d'autres unités de la DG et de la Commission. Vous devez avoir une bonne compréhension des politiques de la Commission dans le domaine des finances et de l'économie, ainsi qu'une connaissance des méthodes et procédures de travail de la Commission.



Brussels
13/11/2025
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Das Referat E1 „Makrofinanzierung und makroprudenzielle Politik“ überwacht und analysiert die Dynamik und die Entwicklungen des Finanzsystems, der Märkte, der Institute und der Staatsanleihemärkte, ihr Zusammenspiel mit der Wirtschaft im weiteren Sinne und deren Einfluss auf die Finanzmarktintegration und die Finanzstabilität auf den Banken- und Kapitalmärkten der EU. Das Referat entwickelt makroprudenzielle Rahmen für den Bankensektor und den Nichtbankensektor (NBFI), arbeitet mit internationalen Institutionen (einschließlich EBA, EZB, ESRB, FSB, IWF) zusammen und koordiniert politische Reaktionen auf neue Herausforderungen wie Klima, Digitalisierung und geopolitische Veränderungen.

Die Arbeit des Referats trägt zu einem wettbewerbsfähigen, integrierten, widerstandsfähigen und nachhaltigen Finanzsystem bei, das auf EU- und globale Standards abgestimmt ist. Die Prioritäten des Referats konzentrieren sich auf die Politik des Finanzsektors zur Unterstützung der allgemeinen politischen Ziele der Kommission, insbesondere die Wahrung der Finanzstabilität, den makroprudenziellen Rahmen für Banken und Nichtbanken und die Entwicklung von Sekundärmärkten für notleidende Kredite.

In Bezug auf den Bankensektor überwacht das Referat unter anderem die Umsetzung des makroprudenziellen Rahmens, der durch die Eigenkapitalrichtlinie und die Eigenkapitalverordnung (CRD/CRR) geschaffen wurde. Um sicherzustellen, dass der makroprudenzielle Rahmen für Banken weiterhin ihren Zweck erfüllt, arbeiten wir mit Vertretern der Mitgliedstaaten und der Branche zusammen, um die Wirksamkeit und Kohärenz der makroprudenziellen Instrumente zu bewerten. Diese Erkenntnisse tragen zur Gestaltung der künftigen Politik bei und können zu neuen Gesetzgebungsinitiativen in Bezug auf den Regulierungsrahmen für Banken beitragen.

Stellenbeschreibung:

Wir bieten eine Stelle als Referent/in für makroprudenzielle Fragen an, wobei der Schwerpunkt der Tätigkeit auf der Finanzintermediation der Nichtbanken (NBFI) liegt. Wir bieten eine Stelle in einem internationalen und multikulturellen Team an, das für Folgendes zuständig ist:

- Beitrag zur Entwicklung, Umsetzung und Überprüfung des makroprudenziellen Regulierungsrahmens für Banken und Nichtbanken in der EU;
- Aktive Teilnahme an internationalen Foren wie dem ESRB, dem Rat für Finanzstabilität, dem Basler Ausschuss und anderen internationalen Organisationen; wir sind das Bindeglied zwischen der FISMA und dem IWF;
- Beitrag zur Ermittlung und Überwachung systemischer Risiken, auch auf nationaler, EU- und internationaler Ebene. Dazu gehören die Ermittlung und Überwachung systemischer Risiken im Zusammenhang mit Staatsanleihemärkten und allgemeineren



makroökonomischen Entwicklungen wie Entwicklungen in Nichtbankensektoren, Immobilienmärkten und Geldmarktfonds, Devisenmärkten, Zinserhöhungen, neuen Technologien und Klimawandel;

— Überwachung und Bewertung des makroprudenziellen Rahmens und der Maßnahmen der Mitgliedstaaten.

Anforderungsprofil:

Wir suchen eine/n motivierte/n Teamplayer/in mit einem soliden und relevanten analytischen Hintergrund. Kenntnisse der Rechtsvorschriften und Strategien der EU im Finanzsektor mit besonderem Schwerpunkt auf den NBFIs (Nichtbanken) sind wünschenswert.

Sie sollten über ausgezeichnete mündliche und schriftliche Kenntnisse der englischen Sprache und ein ausgeprägtes analytisches Denken verfügen, das es Ihnen ermöglicht, klare und präzise Strategiedokumente zu erstellen.

Sie sollten in der Lage sein, sowohl unabhängig als auch in Abstimmung mit anderen Team-Mitgliedern und externen Interessenträgern zu arbeiten. Sie sollten ebenfalls in der Lage sein, sich mit Kollegen anderer Referate abzustimmen und mit ihnen zusammenzuarbeiten. Sie sollten über gute Kenntnisse der Finanz- und Wirtschaftspolitik der Kommission sowie über die Arbeitsmethoden und Verfahren der Kommission verfügen.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#)). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“